Morales de la consommation en Pologne (1918-1989)

Małgorzata Mazurek

> Durant les années de pénurie [de la Première Guerre mondiale], trafiquants et profiteurs en tous genres représentaient une chance de salut. S'exposant à des amendes et des peines de prison, ils volaient au nez de l'occupant tout ce qu'on pouvait dérober ou cacher – farine, graisse, œufs. Ils dictaient des prix élevés, mais récupéraient une partie de la nourriture destinée à être confisquée par la main de l'occupant allemand, pour la conserver dans leur pays, non pas, certainement, au nom du patriotisme, mais pour leur propre profit. Curieux salut ! Salut qui entraînerait bientôt un désastre social. La domination allemande [sur les territoires polonais] a cessé. Mais son lourd héritage nous est resté [1].

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, les ambiguïtés d'un profit sans restriction, durant une époque de transition entre guerre et paix, inquiétèrent beaucoup d'activistes militants dans le champ de la consommation. L'auteur de ces mots, Ludwik Krzywicki, était l'un des meneurs du mouvement coopératif dans l'entre-deux-guerres. Dans son court ouvrage sur les effets de l'inflation sur la vie de la population, écrit peu après la fin de la Première Guerre mondiale, en 1921, il mettait en garde contre les profiteurs qui pouvaient sauver la vie des consommateurs en temps de pénurie alimentaire et de famine, et tout aussi bien les exploiter économiquement. Le spectre de la cherté de la vie – l'hyperinflation – avait ébranlé de nombreuses démocraties européennes de l'après-guerre, les exposant à des idéologies radicales de droite et de gauche [2]. Tirant la leçon de ces expériences, pendant et surtout après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux États-nations européens instaurèrent un rationnement alimentaire et un contrôle des prix à même de garantir le pouvoir d'achat des citoyens consommateurs face à l'hyperinflation, et de protéger l'État de soulèvements sociaux et de déséquilibres économiques [3]. Toutefois, dans les territoires occupés d'Europe centrale et orientale,

1 - Ludwik KRZYWICKI, *Drożyzna, sekwestr i waluta*, Varsovie, Wydawnictwo Wydziału Propagandy Związku Polskich Stowarzyszeń Spożywczych, 1921, p. 5.
2 - Mark MAZOWER, *Dark Continent: Europe's Twentieth Century*, New York, Vintage Books, 2000, p. 3-41.
3 - Frank TRENTMANN, « Introduction », *in* F. TRENTMANN et F. JUST (éd.), *Food and Conflict in Europe in the Age of the Two World Wars*, New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 1-12, en particulier p. 3-4 ; Ina ZWEINIGER-BARGIELOWSKA, Rachel DUFFETT et Alain

Annales HSS, avril-juin 2013, n° 2, p. 499-527.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

où la ponction prédatrice des ressources humaines et matérielles et la violence de la guerre conduisirent à des famines d'une ampleur beaucoup plus grande qu'à l'Ouest, l'économie du marché noir représentait effectivement une planche de salut contre « l'intervention d'État » de l'occupant [4].

L'inquiétude de L. Krzywicki concernant les inégalités causées par la spéculation sur les prix anticipait l'importance que prendraient les questions de justice sociale dans la Pologne du XX^e siècle, lorsque l'on tenterait d'imposer l'approvisionnement assuré par l'État *(social welfare)* contre l'approvisionnement interindividuel, dans une perspective tournée vers le profit et fondée sur le principe de l'entraide informelle *(self-welfare)* [5]. L. Krzywicki soulignait également que la transition entre

DROUARD (éd.), *Food and War in Twentieth-Century Europe*, Burlington, Ashgate, 2011. Pour un panorama récent de l'histoire de la consommation, y compris celle du XX^e siècle, voir Marie-Emmanuelle CHESSEL, *Histoire de la consommation*, Paris, La Découverte, 2012. Les aspects internationaux de la reconstruction après 1945 ont été problématisés dans Mark MAZOWER, Jessica REINISCH et David FELDMAN (éd.), n° spécial « Post-War Reconstruction of Europe: International Perspectives, 1945-1949 », *Past and Present Supplement*, 210-6, 2011, en particulier Mark MAZOWER, « Reconstruction: The Historiographical Issues », p. 17-28.

4 - Alors que je partage l'opinion de Tony Judt, pour qui l'émergence des États-providence constituait une expérience européenne commune après 1945, je soulignerai que les occupations nazie et soviétique en Europe centrale et orientale, puis l'établissement de la domination communiste dans ces pays, donnèrent lieu à une expérience différente du pouvoir gouvernemental et, par là même, à un contexte spécifique pour le développement du régime étatique de consommation après 1945. Bien que Franck Trentmann, en arguant que l'émergence d'une politique de la consommation équitable institua un « nouveau contrat social entre les civils et l'État » dans l'Europe du XX^e siècle, tienne compte de la diversité des régimes de consommation européens et du bien-être des consommateurs, son recours à des notions occidentales de « société civile » et de « citoyen-consommateur » pose problème dans le contexte des régimes d'occupation et des dictatures dans l'Europe centrale et occidentale des années 1939-1989. Voir F. TRENTMANN, « Introduction », *op. cit.* ; Frank TRENTMANN (éd.), *The Oxford Handbook of the History of Consumption*, Oxford, Oxford University Press, 2012. Pour les points communs entre Europe occidentale et orientale concernant les politiques socio-économiques, voir Tony JUDT, *Postwar: A History of Europe since 1945*, New York, Penguin Press, 2005. Et pour les différences fondamentales entre l'expérience historique et la mémoire dans ces deux régions, voir Timothy SNYDER, « The Historical Reality of Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, 23-1, 2009, p. 7-12.

5 - J'ai utilisé pour la première fois le terme de *self-welfare*, introduit par la traduction de Jie-Hyun Lim, dans Małgorzata MAZUREK, « From Welfare-State to Self-Welfare: Everyday Opposition Among Textile Female Workers, Łódź 1971-1981 », *in* J.-H. LIM et K. PETRONE (éd.), *Gender Politics and Mass Dictatorship: Global Perspectives*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011, p. 278-300. [Ce néologisme est impossible à rendre en français par une seule expression dans la mesure où il désigne à la fois un système, des actes et des comportements individuels. Lorsque le système était désigné comme un ensemble, on a traduit par « entraide informelle », ce qui désigne les réseaux interpersonnels et familiaux de circulation des biens et des services, par opposition à l'aide apportée par le système de l'État socialiste. Lorsqu'il s'agissait concrètement de désigner les individus agissant sur le marché noir, on a utilisé « approvisionnement individuel », par opposition à l'approvisionnement collectif dans le cadre des magasins d'État.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

cette entraide informelle, en temps de guerre, et une économie d'après-guerre relativement équilibrée représentait une opération complexe, impliquant des risques politiques élevés. Le profit abusif lié à la manipulation des prix *(profiteering)* était une manifestation populaire et moralement ambiguë de l'approvisionnement individuel pendant les famines de guerre et les pénuries d'après-guerre. De nombreux consommateurs se livraient eux-mêmes, à l'occasion, à de petits trafics et achetaient des denrées alimentaires au marché noir, activités qui, à leur tour, multipliaient les intermédiaires de toutes sortes, vivant de la spéculation sur les prix, et creusaient l'écart entre riches et pauvres. L. Krzywicki, en défenseur farouche d'un régime de consommation égalitariste dans la Pologne de l'entre-deux-guerres, avait bien conscience que l'économie du marché noir bénéficiait aux consommateurs en même temps qu'elle les exploitait. Par conséquent, il considérait avec prudence la colère sociale qu'inspiraient ces pratiques, mettant en garde contre une condamnation morale hâtive qui conduirait à criminaliser les profiteurs occasionnels. Dans ses écrits en faveur du mouvement coopératif, il justifiait la spéculation en arguant qu'elle était très largement organisée par la classe ouvrière indigente – des femmes sans ressources le plus souvent – mue par les nécessités de guerre. Durant une partie de la reconstruction d'après 1918, il préconisait de supplanter la logique du profit par des organisations de consommateurs autogérées, plutôt que par des mesures répressives [6].

Le processus de réduction des inégalités sociales dans les territoires polonais, après l'état d'urgence de la guerre, s'inscrit plus largement dans l'histoire européenne de la mobilisation des populations en faveur de régimes de consommation égalitaires [7]. Cependant, chaque État-nation européen fit face à la reconstruction d'après-guerre dans des contextes sociopolitiques radicalement différents. Dans le cas particulier de la Grande-Bretagne belligérante, le succès de la politique des *fair shares* (ou des parts équitables) et du rationnement à prix fixe devint un des mythes fondateurs de l'État-providence après 1945 [8]. Mais même dans ce cas, l'idée d'une justice sociale renforcée par l'État atteignit ses limites. Face à la menace nazie, les restrictions alimentaires en Grande-Bretagne forgèrent une certaine cohésion nationale, en réduisant les inégalités les plus criantes. En temps de

Enfin, lorsque la phrase était verbale et le permettait, on a utilisé l'expression « pourvoir soi-même à ses besoins », plus proche du sens original (NDLR).]

6 - L. KRZYWICKI, *Drożyzna, sekwestr i waluta*, *op. cit.*, p. 20.

7 - Le terme de « régime de consommation égalitariste » n'a pas été nécessairement utilisé comme un concept analytique dans la littérature secondaire. Cependant, la notion historique de *fair shares* (ou de parts équitables) et de justice sociale pour les consommateurs a été largement abordée par F. TRENTMANN dans son introduction à *Food and Conflict...*, *op. cit.*, p. 3-4, et par Matthew HILTON, *Prosperity For All: Consumer Activism in an Era of Globalization*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

8 - Ina ZWEINIGER-BARGIELOWSKA, « Fair Shares? The Limits of Food Policy in Britain during the Second World War », *in* I. ZWEINIGER-BARGIELOWSKA, R. DUFFETT et A. DROUARD (éd.), *Food and War...*, *op. cit.*, p. 125-138 ; Mark ROODHOUSE, « Popular Morality and the Black Market in Britain, 1939-1955 », *in* F. TRENTMANN et F. JUST (éd.), *Food and Conflict...*, *op. cit.*, p. 243-265.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

paix, toutefois, le maintien des mesures d'austérité entraîna la chute du gouvernement travailliste [9]. En Europe centrale et orientale, les stratégies d'aide interinviduelle des consommateurs continuèrent de saper le projet communiste d'un État-providence, bien au-delà de la reconstruction d'après-guerre. Alors que les pénuries de nourriture se prolongeaient dans les pays du bloc soviétique, malgré les multiples essais de politiques consuméristes visant à acheter la paix sociale, les petits profits continuaient à faire partie de l'expérience quotidienne des consommateurs. Le phénomène ne s'explique pas seulement par les faiblesses de l'économie planifiée, mais aussi par l'action des dirigeants communistes qui, pour maintenir leur pouvoir, ne cessèrent de restreindre et de criminaliser les mécanismes du marché (l'offre répond à la demande), apparentés à des profits abusifs et illégaux. Le socialisme d'État combattit donc la « spéculation » autant qu'il la reproduisit.

Dans la Pologne d'après 1945, où les terres et la population avaient été dévastées en profondeur par la double occupation nazie et soviétique, la figure du profiteur joua un rôle important dans les conflits politiques concernant le ravitaillement, ainsi que dans les débats autour de l'interventionnisme de l'État. Initialement, le projet de consommation égalitariste, en liant l'approvisionnement en nourriture aux notions de justice sociale et d'État-providence, contribua à établir la domination communiste. Dans les années qui suivirent, l'angle anti-spéculatif de ce projet se fit l'écho d'une économie morale, à l'œuvre dans le productivisme de la classe ouvrière masculine [10]. Cet égalitarisme, qui se voulait l'ennemi des profiteurs, régulait alors non seulement les débats idéologiques mais aussi l'économie du socialisme d'État. À l'inverse, le fait que les consommateurs pourvoyaient eux-mêmes à leurs besoins, en particulier lorsqu'ils contribuaient au développement de marchés noirs, contrariait la répudiation officielle d'une circulation des marchandises régie par le profit.

Cet article met en lumière les significations changeantes de l'éthique égalitariste de la consommation dans le cas spécifique de la Pologne du XX^e siècle, de l'entre-deux-guerres aux années 1980. Il révèle en quoi les consommateurs, les dirigeants, l'État-parti et, finalement, les mouvements de consommateurs tels que Solidarność politisèrent les conflits d'approvisionnement afin de définir les rôles de l'aide apportée par l'État socialiste et de l'entraide informelle. Durant l'entre-deux-guerres et les quatre décennies du socialisme d'État, la notion de profit abusif changea radicalement de sens. Tandis que les conflits de ravitaillement s'appuyaient auparavant sur des divisions ethniques, l'immédiat après-guerre vit la figure de l'intermédiaire âpre au gain se construire sur des catégories de classe autant que d'ethnicité. Je défends l'idée que, dans les années 1950 et 1960, la

9 - Ina ZWEINIGER-BARGIELOWSKA, *Austerity in Britain: Rationing, Controls, and Consumption, 1939-1955*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

10 - Mark PITTAWAY, *Eastern Europe, 1939-2000*, Londres, Arnold, 2004, p. 90. Voir également l'illustration de cette discussion par Mark PITTAWAY, *The Workers' State: Industrial Labor and the Making of Socialist Hungary, 1944-1958*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2012.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

rhétorique anti-profiteurs devint de plus en plus associée au genre, à mesure que les tensions quittaient le domaine idéologique d'une croisade contre le commerce indépendant pour venir attiser les confrontations quotidiennes entre consommateurs et vendeuses des magasins d'État. Enfin, lorsque, dans les années 1970 et 1980, le bloc soviétique sombra dans une crise profonde, les raisons des conflits d'approvisionnement changèrent de nouveau, quand les consommateurs polonais accusèrent l'État-parti d'exacerber les inégalités sociales et de privatiser l'intérêt collectif. En conséquence, l'entraide informelle et les ressources familiales réapparurent comme les normes légitimes d'une justice distributive. Ironiquement, la roue avait tourné, puisque cette opposition ramenait à l'immédiat après-guerre et à ses discours de justice sociale, mais afin de dénoncer cette fois la domination de l'État-parti sur les consommateurs qu'avait engendrée le régime communiste. Dans ce contexte, les pratiques individualistes d'approvisionnement n'abolirent pas tant les privilèges paternalistes de l'État-parti, en vue d'une plus grande équité sociale, qu'elles ne contribuèrent au démantèlement même de l'État-providence socialiste. L'éthique d'une consommation fondée sur le ressentiment contre les profiteurs et sur une politique de prix justes était, pour les consommateurs, vidée de sa signification politique et symbolique, tout comme la rhétorique ouvriériste avait perdu sa pertinence auprès des travailleurs ordinaires [11]. Ainsi, l'histoire de la Pologne d'après-guerre révèle la trajectoire complexe d'un régime de consommation égalitariste qui, jusqu'à sa chute finale, fut marqué par la tension irrésolue entre l'approvisionnement individuel et la promesse d'une justice sociale collective.

Les conflits d'approvisionnement alimentaire avant l'émergence de l'État-providence

Avant l'émergence des États-providence d'après-guerre, les questions d'approvisionnement relevaient plus de la confrontation que de la négociation. Elles trouvèrent leur expression la plus radicale et la plus brutale durant la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'elles donnèrent lieu à une politique d'annihilation explicite. L'histoire du profit dans la Pologne du XX^e^ siècle démontre l'importance de la violence et des conflits dans les relations entre États et consommateurs. Principalement conduite par des consommatrices, l'« économie morale » des protestations urbaines qui, entre 1914 et 1918, avaient agité la France et l'Allemagne s'apparentait aux attaques des foules contre les profiteurs et les intermédiaires qui avaient ébranlé l'Europe depuis le début de l'époque moderne [12]. Dans le Berlin de la Première Guerre mondiale, les ménagères dirigeaient leur colère contre les juifs. Dans la France occupée, les commerçants étaient surnommés « les bofs » en raison de

11 - M. PITTAWAY, *Eastern Europe...*, *op. cit.*, p. 184.

12 - Thierry BONZON, « Consumption and the Total Warfare in Paris (1914-1918) », *in* F. TRENTMANN et F. JUST (éd.), *Food and Conflict...*, *op. cit.*, p. 49-64 ; Belinda J. DAVIS, *Home Fires Burning: Food, Politics, and Everyday Life in World War I Berlin*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

leur commerce illicite de beurre, d'œufs et de fromage [13]. Ainsi, l'émergence de nouvelles éthiques de consommation fut sous-tendue par des haines ethniques ou catégorielles et s'accompagna d'une crise de la démocratie dans l'Europe de l'entre-deux-guerres.

En réponse aux revendications d'une distribution plus équitable de la nourriture, après 1918, les régimes politiques européens se mirent à pénaliser le profit abusif et l'usure endémiques, désormais perçus comme une menace pour l'ordre politique et l'économie en temps de paix. Pour le nouveau gouvernement socialiste polonais, qui avait accédé au pouvoir en 1918, immédiatement après la fin des dominations russe, allemande et autrichienne, la lutte contre l'inflation des prix et les inégalités sociales criantes était une priorité [14]. Pour le bureau de lutte contre la spéculation, mis en place en janvier 1919, « les millions acquis par les profiteurs devaient revenir au budget d'État, alléger les souffrances des orphelins et des veuves de guerre, et soutenir les affamés [15] ». Le tract publié par L. Krzywicki en 1921, concernant les problèmes d'inégalités sociales qu'entraînait l'existence des profiteurs, s'intéressait non seulement au ressentiment de classe, mais aussi aux discriminations ethniques dont souffraient les intermédiaires non polonais. D'autres soutiens du mouvement coopératif estimaient aussi que des mesures répressives et des contrôles administratifs sur les profiteurs de guerre ouvriraient la voie, tôt ou tard, à des règlements de comptes entre les commerçants de différents groupes ethniques, sans véritablement résoudre le problème de l'inflation des prix.

En effet, entre 1918 et 1939, les conflits autour de la distribution de nourriture s'appuyèrent sur des tensions ethniques, au détriment des minorités du pays. Les juifs, qui constituaient la majorité des petits négociants, étaient principalement pris pour cibles. Vers la fin des années 1930, les violents boycotts de consommateurs contre des échoppes et établissements juifs devinrent un phénomène courant [16]. Le gouvernement polonais de l'entre-deux-guerres, en particulier durant la Grande Dépression, encouragea des coopératives de paysans polonais à contourner, officieusement, les intermédiaires juifs [17]. Une telle politique, qui présupposait

13 - Kenneth MOURÉ, « *Réalités cruelles*: State Controls and the Black Market for Food in Occupied France », *in* I. ZWEINIGER-BARGIELOWSKA, R. DUFFETT et A. DROUARD (éd.), *Food and War...*, *op. cit.*, p. 169-182.

14 - Zbigniew LANDAU et Jerzy TOMASZEWSKI, *The Polish Economy in the Twentieth Century*, trad. par W. Roszkowski, Londres, St. Martin's Press, 1985 ; *Id.*, *Polska w Europie i świecie, 1918-1939*, Varsovie, Wydawnictwo Trio, 2005, p. 180-194.

15 - Archives centrales des rapports modernes (ci-après AAN), I/243, Ministerstwo Aprowizacji (1918-1939), Urząd do Walki z Lichwą i Spekulacją, Wycinki i komunikaty prawne dotyczące Urzędu do Walki z Lichwą i Spekulacją 1918-1939, n. p.

16 - AAN, I/284, Ministerstwo Aprowizacji (1918-1939), Urząd do Walki z Lichwą i Spekulacją, Korespondencja dotyczące interpelacji Narodowego Klubu Żydowskiego Posłów Sejmowych. Sur le boycott des établissements juifs dans la Pologne de l'entre-deux-guerres, voir aussi la partie 4 « The Sixty-Fifth Anniversary of Events in Przytyk: A Debate », nº spécial « The Shtetl: Myth and Reality », *Polin. Studies in Polish Jewry*, 17, 2004, p. 385-406 ; Joshua ROTHENBERG, « The Przytyk Pogrom », *Soviet Jewish Affairs*, 16-2, 1986, p. 29-46.

17 - Antony POLONSKY, *The Jews in Poland and Russia 1914 to 2008*, 3 vol., Oxford, The Littman Library of Jewish Civilization, 2012, vol. 3, p. 95.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

que les petits négociants et commerçants représentassent des occupations improductives, conduisit à l'appauvrissement progressif de la communauté juive, au sein de laquelle le chômage atteignit 34,4 % dans les années 1930 [18]. L. Krzywicki et d'autres socialistes de l'entre-deux-guerres affirmaient, quant à eux, que les différences ethniques étaient secondaires face à la logique capitaliste du profit. L'un des activistes du mouvement coopératif expliquait ainsi que « 'nos' marchands chrétiens, qui accroch[aient] des images de la Sainte Mère dans leurs boutiques, discrimin[aient] les commerçants juifs, par le biais des bureaux de lutte contre la spéculation. La seule différence entre ces deux groupes, c'était que les juifs [avaient escroqué] les consommateurs sans avoir l'image de la Sainte Mère pendue à leur mur [19] ». La conviction de l'extrême gauche, pour qui la classe l'emportait sur l'appartenance ethnique dans la lutte contre les profiteurs, fut désavouée par l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.

Avec celle-ci, la race et l'appartenance ethnique devinrent les critères uniques et assumés de la discrimination entre consommateurs. L'occupation de l'Europe centrale et orientale par les nazis et les Soviétiques mena à un déferlement de marchés parallèles, ainsi qu'à une politique délibérée d'affamement suivant des divisions raciales et ethniques. Les civils soumis au Gouvernement général *(Generalgouvernement)*, en particulier les juifs parqués dans des ghettos, dépendaient du commerce illicite, de l'autosuffisance ou du simple vol, à un degré bien plus important qu'en Europe de l'Ouest. Dans la Pologne en temps de guerre, où la participation au marché noir était officiellement passible de la peine de mort, ces activités parallèles constituaient l'essentiel des transactions économiques [20]. La politique d'anéantissement qui se déchaîna sous les deux régimes totalitaires fut exacerbée par une série de guerres civiles, que n'arrêta pas la situation de « paix violente » de 1943-1949 [21]. Durant les occupations successives de la Pologne, de l'Ukraine, de la Biélorussie, des États Baltes et des régions occidentales de l'Union soviétique, près de quatorze millions de civils et prisonniers de guerre furent tués ou moururent de faim [22]. Et si des systèmes racistes de rationnement continuèrent d'exister à l'état résiduel dans les « terres de sang » *(Bloodlands)*, pour utiliser le terme défini par Timothy Snyder, ils visèrent surtout à maintenir les populations en dessous du seuil de survie, ou à peine plus au-dessus. C'est donc sans surprise que le marché noir et la contrebande devinrent partie intégrante de la vie quotidienne sous l'occupation nazie, puis qu'ils perdurèrent dans le sillage chaotique de la guerre.

18 - *Ibid.*, vol. 3, p. 105.
19 - Jan HEMPEL, *Jedyny środek na paskarstwo*, Varsovie, Wydawnictwo Związku Robotniczych Stowarzyszeń Spółdzielczych, 1921, p. 10.
20 - Czesław MADAJCZYK, *Die Okkupationspolitik Nazideutschlands in Polen 1939-1945*, Berlin, Akademie-Verlag, 1987 ; Tomasz SZAROTA, *Okupowanej Warszawy dzień powszedni. Studium historyczne*, Varsovie, Czytelnik, 1983 ; Wacław JASTRZĘBOWSKI, *Gospodarka niemiecka w Polsce 1939-1944*, Varsovie, Czytelnik, 1946.
21 - Mark MAZOWER, *Dark Continent: Europe's Twentieth Century*, New York, Vintage Books, 1998, p. 219.
22 - Timothy SNYDER, « Introduction », *Bloodlands: Europe Between Hitler and Stalin*, Londres, Vintage Books, 2010, p. VII-XIX, particulièrement p. VIII.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Les « profiteurs » et l'État mono-ethnique dans la Pologne d'après-guerre

En Pologne, les affrontements et les violences physiques continuèrent d'influencer les confrontations à propos du profit excessif longtemps après 1945. La Seconde Guerre mondiale fut une révolution qui transforma complètement le tissu ethnique et démographique de la société. Par conséquent, la prééminence durable du marché noir au cours des années 1940 alla de pair avec une reconfiguration profonde du paysage sociopolitique du pays [23]. Le projet hitlérien d'« une ceinture agricole féodale et ethniquement purifiée » avait été mis à exécution de façon assez hasardeuse et chaotique. Néanmoins, le transfert plus ou moins systématique des biens et des populations se prolongea jusqu'à la fin des années 1940. Après la guerre, cette transformation, longue d'une décennie (1939-1949), se manifesta par des purges ethniques visant Allemands et Ukrainiens et par une émigration de masse parmi les juifs polonais. Sur un plan socio-économique, elle se concrétisa par la distribution des terres, la nationalisation et l'expansion de l'industrie, ou encore par une politique de plein-emploi, cherchant à intégrer les paysans sans terre et les femmes à la main-d'œuvre industrielle. L'homogénéité et l'avancement social des masses qui visaient à former une société fondée sur le travail productif se cristallisèrent à la fois dans la destruction et l'édification de l'État.

L'État-providence socialiste en Pologne tira un profit politique de cette révolution sociale entamée par la guerre, acceptant avec pragmatisme que, pour beaucoup, une justice sociale de la consommation fût souvent synonyme de justice rétributive [24]. À ses débuts, le régime communiste prit acte des conséquences collatérales de l'occupation nazie, telles que la purification ethnique et le nivellement social, qu'elle utilisa pour mener sa propre politique de reconstruction. Cette dernière découla ainsi des réalités de la guerre plus qu'elle ne les supplanta. Les communistes hésitaient à prendre pour cible les propriétaires ordinaires et les petits spéculateurs, qui fuyaient vers les territoires occidentaux nouvellement

23 - Pour des exemples de littérature sur ce sujet, voir Jan T. GROSS, *Revolution From Abroad: The Soviet Conquest of Poland's Western Ukraine and Western Belorussia*, Princeton, Princeton University Press, 1988 ; Mark MAZOWER, *Hitler's Empire: How the Nazis Ruled Europe*, New York, Penguin Press, 2008, particulièrement p. 78-101 ; T. SNYDER, *Bloodlands...*, *op. cit.* L'Holocauste et l'expérience juive en Pologne ont surtout été analysés du point de vue des relations entre juifs et Polonais. Voir Annette WIEVIORKA et Jean-Charles SZUREK (éd.), *Juifs et Polonais, 1939-2008*, Paris, A. Michel, 2009 ; Jean-Charles SZUREK, *La Pologne, les Juifs et le communisme*, Paris, M. Houdiard, 2010.

24 - István DEÁK, Jan T. GROSS et Tony JUDT (éd.), *The Politics of Retribution in Europe: World War II and Its Aftermath*, Princeton, Princeton University Press, 2000 ; Constantin GOSCHLER et Philipp THER (éd.), *Raub und Restitution: « Arisierung » und Rückerstattung des jüdischen Eigentums in Europa*, Francfort-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2003 ; Włodzimierz BORODZIEJ et Hans LEMBERG (éd.), *Die Deutschen östlich von Oder und Neisse, 1945-1950: Dokumente aus polnischen Archiven*, Marbourg, Verlag Herder-Institut, 2000-2004.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

acquis, dépeuplant des *shtetls* en grand nombre, car, précisément, leur régime se nourrissait de la confiscation des biens appartenant aux non-Polonais et aux ennemis de classe. Le mépris des droits de propriété n'était pas rare et les pillages étaient monnaie courante. L'Armée rouge qui conduisait des raids dans les maisons et fermes particulières, des troupes de partisans qui se cachaient dans les forêts, des gens ordinaires qui s'emparaient des biens d'Allemands et de juifs, ou encore les appareils de l'État et du parti : tous participèrent à différentes sortes d'opérations suspectes ou de pillages caractérisés.

Pour de nombreux membres de l'intelligentsia polonaise, la réduction des inégalités sociales semblait offrir la meilleure issue à la « démoralisation » née du capitalisme d'avant-guerre, de l'occupation nazie et de la misère qui s'en était suivie. La génération de gauche qui avait succédé à celle de L. Krzywicki vit dans l'État socialiste un moyen d'émanciper les masses face aux hiérarchies d'avant-guerre, vision que vint consolider la révolution socio-économique radicale des années 1940 [25]. Cependant, en 1945 dominait surtout l'idée selon laquelle la marche vers un régime de consommation plus égalitaire passerait moins par une révolution du système de classe que par une homogénéisation nationale. En fait, il existait un consensus tacite entre les communistes et de larges pans de la société polonaise pour estimer que la justice sociale devrait être garantie par un État mono-ethnique, d'où juifs et Allemands seraient exclus. Et si les communistes exploitèrent la puissante revendication de justice sociale, ce fut d'abord pour camoufler des préoccupations plus concrètes. En Pologne, comme dans les autres pays d'Europe centrale et orientale, l'État-parti s'efforça d'imposer sa propre éthique de consommation en combattant le marché noir et en fermant les yeux sur l'appropriation des biens juifs et allemands. En effet, la frénésie de pillage dans les anciens sites juifs et les expéditions de maraudage, qu'on appelait *szaber*, vers les territoires du nord et de l'ouest, étaient alors surtout assimilées à des chasses au trésor, dont on tirait plus de fierté et de soif d'aventure que de honte [26].

Les activités d'une économie dérégulée donnaient les premiers signes, du reste bienvenus, de la reconstruction d'après-guerre. L'existence de profiteurs à une échelle réduite était reconnue comme un fait. Pour beaucoup, l'expansion de l'économie parallèle, hors du contrôle de l'État, exprimait le désir général de reconstruire le pays après la désolation causée par la guerre. Dans l'imaginaire populaire, le petit profiteur décrit par L. Krzywicki était encore perçu comme un courageux survivant plus que comme un symbole de la « démoralisation » de la guerre. Dans la Varsovie de 1945, une vendeuse de rue incarnait ainsi la renaissance

25 - Jaff SCHATZ, *The Generation: The Rise and Fall of the Jewish Communists of Poland*, Berkeley, University of California Press, 1991 ; Marci SHORE, *Caviar and Ashes: A Warsaw's Generation Life and Death in Marxism, 1918-1968*, New Haven, Yale University Press, 2006. Sur les réactions des élites intellectuelles polonaises à la spoliation des juifs après la guerre et aux actes de violence antisémites, voir Jan T. GROSS, *Fear: Anti-Semitism in Poland After Auschwitz. An Essay in Historical Interpretation*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

26 - Marcin ZAREMBA, « Gorączka szabru », *Zagłada Żydów. Studia i Materiały*, 5, 2009, p. 193-220.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

de la vie au milieu des ruines et des décombres, comme dans nombre de villes européennes à l'époque [27]. On décrit ici une scène typique d'un marché de centre-ville : « Le vent emportait des ruines une poussière roussâtre qui se déposait sur du pain, des saucisses, des fruits, et que le vendeur de rue essuyait à l'aide d'un chiffon d'une propreté douteuse [28]. » Assurément, du point de vue du régime communiste, la politique de reconstruction était surtout menacée par l'indiscipline, la peur et le cynisme ambiants qui influençaient la vie sociale. « Bien que l'on souhaitât avant tout la stabilisation, partout régnait le chaos, dont certains apprirent à tirer profit. Peut-être est-ce pourquoi les profiteurs irritaient tant les communistes polonais. Il s'agissait d'une lutte entre l'utopie du plan et la confusion d'un bazar », observe avec justesse Marcin Zaremba dans son ouvrage sur la Pologne d'après-guerre [29].

Le régime fit un premier pas officiel vers un système d'approvisionnement plus égalitaire lorsqu'il instaura un schéma de rationnement en 1944-1945. Cependant, la distribution des cartes de rationnement se limitait aux consommateurs urbains. Parmi eux, seuls les ouvriers des secteurs clés de l'industrie et les employés des institutions d'État pouvaient escompter un plein accès à ce système de distribution. Les autres étaient renvoyés à leurs propres ressources, au profit surtout de vendeurs privés et de spéculateurs. La dévastation économique et le manque d'infrastructures de transport rendaient les systèmes de rationnement limités et inefficaces. L'aide étrangère apportée par l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA) empêchait la famine, mais bon nombre des produits fournis étaient vendus sur le marché parallèle [30]. À la différence d'autres pays tels que la Grande-Bretagne [31], la Pologne avait alors laissé la part du lion à la libre circulation des biens de consommation et de l'argent au sein de l'ensemble des échanges économiques. Selon les estimations officielles, entre février et mars 1946, 80 à 90 % du commerce relevait d'intérêts privés [32].

« Il faut frapper la classe moyenne mais sans la tuer », affirmait le slogan communiste, un an après la guerre [33]. Comme dans d'autres pays d'Europe centrale

27 - Stefan-Ludwig HOFFMANN et Martin KOHLRAUSCH (dir.), « Introduction », n° spécial « Post-Catastrophic Cities – Berlin, Dresden, Leningrad, Lviv, Warsaw after Urbanocid: Why the Soviet Union Collapsed », *Journal of Modern European History*, 9-3, 2011, p. 308-313.

28 - Marcin ZAREMBA, *Wielka Trwoga, Polska 1944-1947: Ludowa reakcja na kryzys*, Cracovie, Wydawnictwo Znak, 2012, p. 256.

29 - *Ibid.*, p. 257.

30 - Jessica REINISCH, « 'We Shall Rebuild Anew a Powerful Nation' : UNRRA, Internationalism and National Reconstruction in Poland », *Journal of Contemporary History*, 43-3, 2008, p. 451-476 ; Jessica REINISCH, « Internationalism in Relief: The Birth (and Death) of UNRRA », *in* M. MAZOWER, J. REINISCH et D. FELDMAN (éd.), n° spécial « Post-War Reconstruction of Europe... », *op. cit.*, p. 258-289.

31 - I. ZWEINIGER-BARGIELOWSKA, *Austerity in Britain...*, *op. cit.*

32 - AAN, Komisja Specjalna do Walki z Nadużyciami i Szkodnictwem Gospodarczym 1945-1955, 10, Odprawy przewodniczących delegatur, vol. 1, févr.-mars 1946, n. p.

33 - « Protokół nr 29 z posiedzenia Sekretariatu KC PPR, 9.11.1946 », *in* A. KOCHAŃSKI (éd.), *Protokoły posiedzeń Sekretariatu KC PPR 1945-1946*, Varsovie, ISP PAN, 2001, p. 422.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

et orientale, le régime communiste de l'immédiat après-guerre en Pologne opta pour un modèle d'économie mixte, et n'entendit pas liquider le commerce privé, du moins au début [34]. De 1944 à 1947, les officiels et experts économiques polonais cherchèrent plutôt à résoudre l'inflation d'après-guerre et la question technique de la réinjection, dans le budget de l'État, de « l'argent chaud » (soit un « surplus » de liquidités qui circulaient sur le marché et alimentaient l'inflation), qu'une nouvelle classe moyenne avait acquis, entre autres, en s'appropriant les biens des juifs et des Allemands. Selon un accord tacite entre socialistes et communistes, le retrait de « l'argent chaud » de la libre circulation visait à renforcer l'État et les groupes sociaux qui le servaient, et non pas à revenir immédiatement aux consommateurs les plus pauvres. Czesław Bobrowski, auteur du plan triennal de 1947-1949, mandaté par le Parti socialiste polonais (PPS), et Hilary Minc, ministre communiste de l'Industrie et numéro trois du Comité central du Parti ouvrier polonais (PPR), collaborèrent étroitement sur ce point, malgré des désaccords politiques sévères [35]. D'autres experts économiques, dont un conseiller haut placé des Nations unies, Michał Kalecki [36], partageaient cette ligne pragmatique consistant à faire primer la construction de l'État sur la politique d'aide humanitaire.

Les campagnes communistes contre le profit abusif et la spéculation

Tandis que les débats d'experts se concentraient sur des questions fiscales, les objectifs officiels de la lutte contre les profiteurs étaient politiques et cherchaient à intégrer les consommateurs de la classe ouvrière dans un effort de reconstruction de l'État. Partant du principe qu'une éthique de consommation égalitariste leur attirerait, plus que tout autre argument, le soutien populaire, les communistes s'appliquèrent à placer la justice sociale au cœur de la nouvelle rhétorique du régime [37]. Dans ce contexte, les mesures de lutte contre les profiteurs traduisaient une idée de justice sociale dans un langage proche des préoccupations quotidiennes des consommateurs. Elles promettaient en outre un ordre politique qui garantirait une moralité et des normes sociales nouvelles à la société d'après-guerre, fragmentée et désintégrée. Après tout, c'est une « épidémie morale, pire encore que le mal

34 - M. PITTAWAY, *Eastern Europe...*, *op. cit.*, p. 48 ; Jerzy KOCHANOWSKI, *Tylnymi drzwiami. « Czarny rynek » w Polsce 1944-1989*, Varsovie, Neriton, 2010.
35 - Czesław BOBROWSKI, *Wspomnienia ze stulecia*, Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1985, p. 168-187.
36 - Michał KALECKI, « Uwagi o racjonowaniu i systemie cen », *Dzieła*, vol. 3, *Socjalizm. Funkcjonowanie i wieloletnie planowanie*, éd. par J. Osiatyński, Varsovie, PWE, 1982, p. 25-33. Une édition anglaise en a été publiée ultérieurement : Jerzy OSIATYŃSKI (éd.), *Collected Works of Michał Kalecki*, vol. 3, *Socialism: Functioning and Long-Run Planning*, trad. par B. Jung, Oxford, Oxford University Press, 1993.
37 - « Protokół nr 31 z posiedzenia Sekretariatu PPR z 15.11.1946 », *in* A. KOCHAŃSKI (éd.), *Protokoły posiedzeń Sekretariatu...*, *op. cit.*, p. 424.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

causé à la nation polonaise par l'occupant nazi [38] », que l'on rendait responsable de la recherche d'un profit excessif. La réponse politique à cette « démoralisation », selon les socialistes et les communistes, se devait d'être radicale et affranchie des procédures légalistes de la démocratie bourgeoise.

Une institution pénale et politique ayant pour but l'établissement d'une éthique de la consommation radicalement égalitariste, appelée la « Commission spéciale pour la lutte contre les détournements » (Komisja Specjalna do Walki z Nadużyciami i Szkodnictwem Gospodarczym), fut créée en septembre 1945 par le Comité central du PPR, qui plaça à sa tête Roman Zambrowski, l'un des *apparatchiks* communistes les plus puissants [39]. La Commission spéciale, « main rétributive de la justice ouvrière », avait pour tâche principale de sécuriser, par des moyens politiques, l'autorité de l'État-parti face au chaos de l'approvisionnement après la guerre. Elle se focalisait d'abord sur les cas spectaculaires, crimes de cols blancs pour la plupart, tels que le détournement et la corruption. La lutte contre la spéculation et les profiteurs était menée dans les villes où l'inflation des prix provoquait colère et protestations de masse chez les consommateurs urbains. La Commission se concentrait en outre sur le contrôle des prix du pain, du beurre ou du sucre dans des zones de concentration urbaine désignées. Ainsi, ces actions avaient une visée limitée et n'atteignaient jamais la campagne, où le combat politique contre les paysans plus aisés prenait des formes différentes et était mené à l'écart des conflits urbains concernant l'accès à une consommation abordable [40].

Les accusés, qui allaient des responsables d'État corrompus aux vendeurs de rue, étaient sujets à des poursuites politiques plutôt que légales. À la tête de ce qui avait toutes les apparences d'un tribunal siégeaient des juges non professionnels, nommés par les communistes et les socialistes. Dans la période de 1946 à 1954, ils condamnèrent près de 90 000 personnes, accusées de spéculation, vol, contrebande aux frontières et autres activités économiques illégales, à séjourner dans des camps de travail et confisquèrent les biens de beaucoup d'autres [41]. L'opposition politique, avant d'être dissoute en 1947-1948 [42], remettait en question la légalité de cette procédure qu'elle tolérait néanmoins. Les membres socialistes du Parlement polonais d'après-guerre arguaient quant à eux que « l'existence de

38 - « Fragment sprawozdania stenograficznego z 11. sesji Komitetu Rady Narodowej dotyczący dyskusji nad zatwierdzeniem dekretu RJN z dnia 14 maja 1946 r. o utworzeniu i zakresie działania Komisji Specjalnej do Walki z Nadużyciami i Szkodnictwem Gospodarczym », *in* D. JAROSZ et T. WOLSZA (éd.), *Komisja Specjalna do Walki z Nadużyciami i Szkodnictwem Gospodarczym 1945-1947. Wybór dokumentów*, Varsovie, GKZPNP, Instytutu Pamięci Narodowej, 1995, p. 26-37, citation p. 31.

39 - *Ibid.*, p. 5-7.

40 - Jerzy TEPICHT, *Marxisme et agriculture. Le paysan polonais*, Paris, A. Colin, 1973 ; Dariusz JAROSZ, *Polityka władz komunistycznych w Polsce w latach 1948-1956 a chłopi*, Varsovie, DIG, 1998.

41 - D. JAROSZ et T. WOLSZA (éd.), *Komisja Specjalna...*, *op. cit.*, p. 3-11.

42 - Sur l'histoire politique de l'immédiat après-guerre en Pologne, voir Krystyna KERSTEN, *The Establishment of Communist Rule in Poland, 1943-1948*, trad. par J. Micgiel et M. H. Bernhard, Berkeley, University of California Press, [1984] 1991.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

la Commission spéciale [était] rendue nécessaire par les circonstances de la reconstruction [43] ». Certains de ses verdicts attisaient la peur et un fort anti-communisme, mais la mauvaise réputation de la Commission tenait plus à l'arbitraire des jugements et au manque de professionnalisme de ses acteurs qu'à la sévérité de la loi. De façon générale, en Europe, avant la guerre froide, les poursuites contre les profiteurs hors-la-loi étaient largement répandues, impliquant parfois des contre-mesures bien plus strictes qu'en Pologne communiste. Ainsi par exemple, en France, où le système de rationnement de l'immédiat après-guerre avait échoué, le fait de profiter abusivement des prix à une large échelle devint passible de la peine de mort (en vertu de la loi Farge du 2 octobre 1946). Ce ne fut qu'en 1947 que le gouvernement de Léon Blum rejeta ces lois punitives en faveur d'une politique de lutte contre l'inflation [44].

« La bataille du commerce » à Łódź : justice sociale et antisémitisme d'après-guerre

Lieu de forts contrastes sociaux, la ville de Łódź connut une lutte contre le profit excessif particulièrement intense et politiquement significative dans l'établissement de la domination communiste. La longue et riche tradition d'entreprenariat capitaliste et de contestation prolétaire y avait fortement influencé la conception de la justice sociale, et avait formulé un langage politique de la revendication solidement établi [45]. Ayant échappé aux destructions matérielles durant la guerre, Łódź était resté dynamique et demeurait la deuxième communauté ouvrière de Pologne malgré la perte de 43 % de sa population d'avant-guerre, qui comptait 627 000 habitants à la fin des années 1930. Juifs et Allemands représentaient la grande majorité des pertes, alors qu'ils constituaient respectivement 34 % et 9 % de la population avant 1939 [46].

Néanmoins, peu après 1945, Łódź conservait encore certaines des caractéristiques d'une ville industrielle et multiculturelle d'avant-guerre. Un habitant sur dix n'était pas polonais [47]. Dans les années 1945-1950, Łódź possédait la plus forte concentration urbaine de juifs en Pologne [48]. La plupart n'étaient pas des *Lodzer Yidn* d'origine, mais des rescapés de l'Holocauste et des juifs qui avaient survécu à la guerre en Union soviétique. La ville leur offrait une sécurité relative et une vie urbaine riche d'opportunités difficiles à trouver dans d'autres parties du pays.

43 - « Fragment sprawozdania stenograficznego z 11... », *op. cit.*, p. 26.
44 - Fabrice GRENARD, *Le marché noir en France, 1940-1949*, Paris, Payot, 2008.
45 - Padraic KENNEY, *Rebuilding Poland: Workers and Communists, 1945-1950*, Ithaca, Cornell University Press, 1997, p. 74-134.
46 - Krzysztof LESIAKOWSKI, *Strajki robotnicze w Łodzi 1945-1976*, Łódź, Instytut Pamięci Narodowej, 2008, p. 40-45.
47 - Shimon REDLICH, *Life in Transit: Jews in Postwar Lodz, 1945-1950*, Boston, Academic Studies Press, 2010, p. 34.
48 - *Ibid.*, p. IX.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Au cours de l'été 1946, la population juive atteignait 30 000 personnes pour un total d'un demi-million de citadins. Łódź devint un centre officieux de la vie juive en Pologne, ainsi qu'un site de liaison pour les survivants qui habitaient temporairement la ville avant la *Brihah*, l'exode massif et clandestin des juifs d'Europe de l'Est [49]. Pour toutes ces raisons, la portion juive de Łódź se caractérisait par une extrême fluidité économique et sociale, mais vivait l'après-guerre dans l'ombre des peurs, des incertitudes et, surtout, de l'antisémitisme, qui perduraient après 1945. La frange polonaise de la ville, à l'inverse, était majoritairement prolétarienne et stable. C'est cette composante, et sa culture de la « polonité » et des traditions ouvrières, qui, plutôt que la coexistence ethnique, devint le nouveau symbole officiel de la ville. Que les conflits d'approvisionnement à Łódź suivissent les divisions de classe et d'ethnie n'avait donc rien de surprenant. Ouvriers contre petits négociants et nouvelle « bourgeoisie rouge », consommatrices polonaises contre vendeurs de rue juifs : il s'agissait là d'une culture urbaine comparable à la plupart des autres villes modernes dans l'Europe de la première moitié du XX^e^ siècle. Et les revendications concernant l'approvisionnement en nourriture semblaient, elles aussi, faire écho à l'expérience des femmes ouvrières dans le Berlin ou le Paris d'avant-guerre.

Épuisée par l'insuffisance des ressources alimentaires et par des conditions de travail difficiles, la classe ouvrière de Łódź déversait souvent sa colère sur les survivants de l'Holocauste, venus s'y établir après la guerre. Des ouvrières amères se plaignaient ainsi durant les grèves de masse que leurs enfants manquaient de lait à cause du prétendu accès prioritaire des juifs aux denrées alimentaires de base [50]. Certains ouvriers prétendaient que la ville comptait 20 000 juifs, mais que personne ne les voyait travailler aux machines. Passaient-ils tous leur temps à spéculer dans les rues ou à vivre de la charité, demandaient les habitants [51]. En effet, l'antisémitisme était un ferment tenace dans les grèves locales, où se mêlaient les haines ethniques et la colère des consommateurs, entre autres problèmes sociaux. La frange polonaise de Łódź nourrissait de nombreuses suspicions, peurs et accusations à l'égard des juifs de la ville, et l'on associait avant tout ces derniers au profit et à l'argent [52].

À Łódź, classe et ethnie se superposaient de façon saisissante. Comme dans d'autres parties de la Pologne, le profiteur était identifié au juif [53]. « Ce n'est pas tant que l'on percevait le juif comme un ennemi, mais plutôt que l'on assimilait tout ennemi à un juif » : telle était la logique populaire [54]. Ainsi, si le profiteur était un ennemi public, il s'en suivait qu'il ou elle devait être juif. Les branches locales de la Commission spéciale de lutte contre le détournement économique et la

49 - *Ibid.*, p. 34.
50 - K. Lesiakowski, *Strajki robotnicze...*, *op. cit.*, p. 31-32.
51 - *Ibid.*, p. 31.
52 - Maria Kamińska, « Reference to Polish-Jewish Coexistence in the Memoirs of Łódź Workers: A Linguistic Analysis », n° spécial « Jews in Lódz, 1820-1939 », *Polin. Studies in Polish Jewry*, 6, 1991, p. 207-222.
53 - M. Zaremba, *Wielka Trwoga...*, *op. cit.*, p. 247.
54 - K. Lesiakowski, *Strajki robotnicze...*, *op. cit.*, p. 30.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

spéculation avaient quotidiennement affaire à ces équations perverses. À Łódź, la persécution des « profiteurs » juifs par la Commission spéciale suscita immédiatement des controverses. Dès janvier 1946, l'organisation fut accusée de s'en prendre surtout, délibérément, aux négociants juifs, dans sa croisade contre les profiteurs [55]. Les sources révèlent qu'il n'était pas rare de prolonger les détentions policières ou de majorer les amendes pour les suspects juifs, à Łódź comme ailleurs. En août 1946, le rabbinat local de la ville décida d'intervenir en demandant aux autorités de « suspendre les condamnations de juifs aux camps de travail, étant donné leur expérience pendant l'occupation nazie [56] ».

Les commerçants et les vendeurs juifs soutenaient, à raison, que les mesures de lutte contre le profit abusif dont ils étaient victimes étaient motivées par l'antisémitisme. En 1949, Załma Gerber, un boucher condamné à payer 500 000 zlotys (ou à subir deux ans d'emprisonnement dans un camp de travail) pour avoir haussé ses prix, écrivait dans son appel à la Commission spéciale : « Je trouve injustifié d'avoir été condamné sur les accusations d'un seul et unique client. Après tout, nul n'ignore que les boutiques juives ne sont pas les bienvenues dans la société locale. [...] Ce qui rend si injuste le montant de la pénalité, c'est que j'ai déjà perdu le travail de ma vie à cause de la guerre et de ma détention en camp de concentration [57]. » Confronté à de nouvelles poursuites fiscales ou à deux ans d'emprisonnement dans un camp de travail, Gerber décida de quitter la Pologne. À l'évidence, beaucoup d'autres raisons poussaient les juifs à émigrer. Pourtant, il semble que la nouvelle politique de consommation, qui discriminait les commerces privés et le profit individuel, en priva beaucoup d'un revenu élémentaire, précipitant ainsi leur décision d'émigrer.

Une autre histoire, celle d'un écrivain juif-polonais, Henryk Grynberg, décrit le vécu de ceux que l'on accusait d'être des profiteurs dans le Łódź d'après-guerre, du point de vue des survivants de l'Holocauste. La mère et le beau-père de Grynberg tenaient une échoppe de textiles à Łódź, dans le quartier du Marché vert. Ils rassemblaient des dollars pour acheter passeports, billets et visas pour la Palestine. Ils apparaissaient sans doute, aux yeux de la classe ouvrière locale, comme des profiteurs typiques, puisqu'ils possédaient cette boutique et convertissaient régulièrement leurs profits journaliers en dollars et en or [58].

> *Les dollars coûtaient cher, et les passeports n'étaient pas vraiment légaux, si bien qu'il fallait payer beaucoup d'argent. Et que dire des dépenses liées au voyage ? Nous devions aussi garder de quoi vivre à l'étranger, dans ces terres lointaines, où nous ne connaissions*

55 - AAN, 89, Komisja Specjalna. Działalność Delegatury w Łodzi w związku z nadużyciami w Centrali Tekstylnej i stosunkiem do spekulantów-Żydów, 1946, n. p.
56 - Archiwum Państwowe m. Łodzi (APŁ), 5654, Komisja Specjalna. Delegatura w Łodzi, Sprawozdanie Delegatury Komisji Specjalnej za m-c sierpień 1946 r. według obowiązującego schematu, 14 sept. 1946, p. 42-43.
57 - AAN, 1119, Komisja Specjalna. Podanie Zemły Gerbera o uchylenie postanowienia o wymierzeniu grzywny w wysokości 500 000 zł, 17 mars 1949, n. p.
58 - Henryk GRYNBERG, « Zwycięstwo », *Żydowska wojna i Zwycięstwo*, Wołowiec, Wydawnictwo Czarne, 2001, p. 144.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

personne et où, peut-être, personne n'avait vraiment besoin de nous. Les gens avaient si peur. C'était la raison pour laquelle ils essayaient d'économiser autant d'argent et d'acheter autant de dollars que possible. [...] Ceux qui avaient hérité d'un bien par leurs ancêtres disparus se trouvaient dans la meilleure situation. Ils vendaient tout et partaient. Dans les grandes villes en particulier, les gens n'avaient pas peur de réclamer leur dû. D'autres émigraient parce qu'ils ne possédaient rien ou ne voyaient aucun moyen de gagner de l'argent. [...] C'était les gens comme nous, les familles Nusen, Majnemer ou Fryd, qui restaient le plus longtemps. Et pendant ce temps, les dollars devenaient plus chers et il était interdit d'augmenter les prix. Il y eut d'abord les inspections et les contrôles, puis vint le chantage pur et simple [59].

En effet, chez les juifs migrants, les stratégies d'entraide informelle se heurtaient aux préoccupations des consommateurs et aux intérêts politiques de l'État. De plus, lorsque les communistes truquèrent les élections de 1947 et commencèrent à mettre en place un projet plus radical d'industrialisation dirigée, le secteur privé fut férocement attaqué. En juin 1947, la Commission spéciale, aidée par d'autres institutions politiques sous contrôle communiste, lança une campagne à l'échelle du pays tout entier sous le prétexte de lutter contre les prix trop élevés. Jusqu'à la fin de l'année, la campagne politique, surnommée la « bataille du commerce » par la propagande communiste, mobilisa 70 000 contrôleurs professionnels et volontaires, dont le nombre s'éleva à 153 000 personnes en 1948, et qui inspectèrent près de 455 400 boutiques et autres sites marchands [60].

La répression et le zèle de cette action laissaient présager la liquidation de tout le commerce coopératif et indépendant [61]. En effet, dans les quelques années qui suivirent, la « bataille du commerce » parvint à éliminer les acteurs politiques et économiques qui freinaient la nationalisation totale de l'économie polonaise. Des développements similaires eurent lieu en Hongrie et en Tchécoslovaquie, où des campagnes contre l'« amassement des denrées » et la « spéculation » précédèrent de peu la crise politique de février 1948 [62]. Il devenait clair, désormais, que la rhétorique de la justice sociale était entièrement subordonnée à une seule vision politique : la création de l'État-parti communiste, qui devait prendre le plein contrôle de l'économie et de la société et les soumettre au modèle ouvrier productiviste. Ce projet supposait à l'origine d'agir sur le secteur de la consommation, mais il eut comme effet collatéral le plus rapide et saisissant, dans une ville telle que Łódź, non pas tant d'enrayer le profit abusif et l'économie parallèle que de faire disparaître plus encore les juifs et leurs commerces des rues de Pologne, et d'éliminer ainsi la question ethnique dans les politiques de lutte contre les profiteurs.

59 - *Ibid.*, p. 164-165.
60 - J. KOCHANOWSKI, *Tylnymi drzwiami...*, *op. cit.*, p. 59-60.
61 - Tadeusz KOWALIK, *Spory o ustrój społeczno-gospodarczy w Polsce: lata 1944-1948*, Varsovie, INE PAN, 2006 ; Janusz KALIŃSKI, *Bitwa o handel, 1947-1948*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1971 ; J. KOCHANOWSKI, *Tylnymi drzwiami...*, *op. cit.*, p. 58-61.
62 - M. PITTAWAY, *Eastern Europe...*, *op. cit.*, p. 54.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

La politique staliniste d'approvisionnement

Tandis que les conflits ethniques autour de la distribution de nourriture se faisaient de plus en plus rares vers la fin des années 1940, la lutte des classes se poursuivait. Le stalinisme transforma le commerçant à son compte en un acteur du marché noir. Pourtant, au début du plan sexennal polonais (1949-1955), la classe moyenne issue de l'après-guerre restait très active et la « bataille du commerce » était loin d'être terminée. En 1949, on comptait 99 000 épiceries indépendantes, dont le chiffre d'affaires représentait 44 % de la vente au détail, soit deux fois moins que dans la période immédiatement précédente [63]. L'objectif ambitieux du régime communiste visait à réduire ce nombre à zéro.

La rhétorique de l'éthique de consommation égalitariste se transforma, elle aussi. Sous le slogan « chacun selon le travail accompli », les communistes rejetaient l'idée d'une justice sociale dépendant de la seule satisfaction des besoins, et ils instaurèrent une politique qui privilégiait certains groupes de consommateurs plutôt que d'autres, selon leur contribution et leur rôle dans la réalisation du plan sexennal. En Pologne, le système staliniste commença par interrompre le rationnement, qui concernait jusqu'alors 90 % des consommateurs urbains. Le temps de la reconstruction de l'immédiat après-guerre était officiellement terminé : le sacrifice collectif au nom de l'édification du socialisme devint alors le nouveau mot d'ordre d'un État-parti consolidé. Sous la pression des affrontements de la guerre froide, les communistes élaborèrent une nouvelle économie de guerre, qui nécessitait la mobilisation massive des branches clés de l'industrie et de leurs employés. La politique staliniste d'approvisionnement en Pologne, comme dans d'autres sphères de la vie publique à l'époque, cherchait à imiter le modèle soviétique [64]. On ne tarda pas à mettre en place ses principaux mécanismes, tels qu'un rationnement d'urgence plutôt qu'une distribution alimentaire universelle, une politique d'approvisionnement fondée sur la hiérarchie, des consommateurs privilégiés, mais aussi une vaste économie parallèle résultant de la réduction des revenus individuels.

Quel fut alors l'impact de l'expérience staliniste sur la notion de justice sociale ? Son effet le plus immédiat fut certainement la baisse du niveau de vie, couplée à des tentatives, de la part de l'État, de réduction du pouvoir d'achat au nom de l'industrialisation forcée. Dans le champ du langage et de la sémantique, le développement d'un commerce d'État obligea les responsables de l'État-parti à redéfinir la notion de profit abusif. Dans le contexte d'un socialisme d'État, le terme *spekulacja* se mit ainsi à désigner toutes les activités que l'on rendait responsables des pénuries. Comme l'ont observé Mark Pittaway et d'autres historiens,

63 - Mariusz JASTRZĄB, *Puste półki. Problem zaopatrzenia ludności w artykuły powszechnego użytku w Polsce w latach 1949-1956*, Varsovie, Wydawnictwo WSPIZ im. Leona Koźmińskiego, 2004, p. 26.

64 - Sur le régime soviétique sous le stalinisme, voir Julie HESSLER, *A Social History of Soviet Trade: Trade Policy, Retail Practices, and Consumption, 1917-1953*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 310-311.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

la politique staliniste d'approvisionnement provoqua une rupture entre l'État et la classe ouvrière, rupture qui modifierait la trajectoire du projet communiste en Europe centrale et orientale pour les années à venir [65]. La planification économique qui privilégiait la production sur la consommation, réduisant par là le système entier à une économie de pénurie déséquilibrée, fit naître un sentiment d'injustice d'un nouveau genre envers le pouvoir central. Paradoxalement, alors que la société devenait plus égalitaire et homogène, les pratiques des consommateurs et leurs moyens informels pour affronter les pénuries créèrent entre eux de nouvelles inégalités. Pour la jeune génération qui avait grandi après la guerre, en particulier, ces écarts sociaux remettaient en cause la légitimité de l'État-parti communiste. À long terme, toutefois, ce dernier eut un effet de nivellement social important, quand le marché du travail s'ouvrit aux femmes et à une population jeune et non qualifiée, d'origine rurale pour beaucoup, en leur permettant une certaine progression sociale [66]. Dans ce contexte, les représentations stalinistes de la justice socialiste d'État continuaient à combattre les activités illégales et l'entreprenariat privé hérités de la guerre, en opposant à une figure de profiteur douteuse l'icône de la femme prolétaire dure à la tâche.

La politisation des inégalités sociales pendant et après le Dégel

Nombre des activités d'approvisionnement individuel qui étaient passées à la clandestinité, pendant la période staliniste, restèrent une part inhérente et stable de l'économie polonaise durant et après la libéralisation politico-économique de 1956. En réaction, surtout, aux manifestations ouvrières de Poznań en juin 1956, puis de Hongrie quatre mois plus tard, les régimes communistes d'Europe centrale et orientale projetèrent d'acheter la dite « paix industrielle » en augmentant le niveau de vie et en initiant des politiques consuméristes [67]. Entre 1956 et 1960, en Pologne, le revenu réel des salariés augmenta de 4,9 % par an. À cette époque, l'appétit de biens de consommation était immense, et plus encore la demande en bijoux, en devises fortes et en or. La course à l'accumulation de richesses mobilières s'expliquait surtout par la peur de perdre ses économies et par la méfiance ambiante vis-à-vis de la politique monétaire de l'État. Cette inquiétude généralisée remontait aux deux opérations de change qu'avait menées l'État, en 1945 puis en 1950, et qui avait privé la population de près des deux tiers de ses économies, dans le cadre des mesures de lutte contre les profiteurs et l'inflation [68]. À la fin des années 1950

65 - M. Pittaway, *Eastern Europe...*, *op. cit.*, p. 60.
66 - Małgorzata Fidelis, *Women, Communism, and Industrialization in Postwar Poland*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
67 - Cet argument bien connu est le meilleur point de M. Pittaway, *Eastern Europe...*, *op. cit.*, p. 63-68.
68 - J. Kochanowski, *Tylnymi drzwiami...*, *op. cit.*, p. 69.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

et 1960, de nombreuses personnes étaient encore très marquées par ces événements. Les distances prises avec la monnaie polonaise se manifestaient également par la peur de la guerre et les affolements de consommateurs, qui demeuraient très fréquents dans la société polonaise [69].

Afin de satisfaire à cette demande de consommation frénétique et grandissante, les magasins indépendants qui réapparaissaient alors, mais aussi le système de vente officiel, faisaient souvent appel à des sources d'approvisionnement parallèles. La promesse de profits faciles était bien trop tentante, même si pour beaucoup le commerce privé n'était que « la forme légalisée de la spéculation » et menaçait les revenus de la classe ouvrière [70]. En 1957, le nombre d'établissements indépendants atteignit les 190 000. La prétendue « allergie aux profiteurs » de la société polonaise d'après-guerre n'empêchait donc pas l'économie parallèle de gagner plus de terrain. En 1956-1957, puis plus tard, les actions des escadrons de lutte anti-spéculative contre les profiteurs indépendants n'étaient que des victoires à la Pyrrhus pour l'État-parti, car l'activité illégale reprenait aussitôt les inspecteurs partis. D'après les enquêtes secrètes du régime, ceux qui faisaient du profit développèrent en retour une meilleure logistique et des réseaux d'entraide qui allaient insidieusement privatiser des pans entiers de l'économie d'État [71]. Dans d'autres pays socialistes d'Europe de l'Est, les évolutions du secteur de la consommation montraient que « les polarités complexes entre l''officiel' et l''officieux' étaient, à bien des égards, beaucoup plus déconcertantes que sous le capitalisme, et certainement plus ouvertement politiques [72] ». Dans les années 1960, des statistiques officielles soulignaient le déclin apparent du commerce indépendant en Pologne. Pourtant, cela n'éliminait en rien les profits dans l'économie parallèle, qui continuaient à mettre en péril le régime de consommation égalitariste. L'émergence de nouveaux riches était une bombe à retardement dans un contexte où, vers la fin des années 1960, les revenus individuels stagnaient. Les écarts socio-économiques en Pologne devenaient de plus en plus saillants en comparaison à d'autres pays de cette zone. Tandis que le consumérisme socialiste avait transformé la vie quotidienne de la plupart des Hongrois ou des citoyens de Yougoslavie à la fin de la décennie, les consommateurs polonais devaient composer avec des augmentations de salaire relativement modestes (2 % annuels entre 1955 et 1970).

69 - Marcin ZAREMBA, « Społeczeństwo polskie lat sześćdziesiątych-między 'małą stabilizacją' a 'małą destabilizacją,' », *in* K. ROKICKI et S. STĘPIEŃ, *Oblicza Marca 1968*, Varsovie, IPN KŚZPNP, 2004, p. 24-51.

70 - Zdzisław BRONCEL, « Październik i dolary », *Kultura*, 116, 1957, p. 39-40.

71 - Dariusz JAROSZ et Maria PASZTOR, *Afera mięsna: fakty i konteksty*, Toruń, CEE, 2004, p. 326-332 ; Michał KALECKI, « Próba wyjaśnienia zjawiska przestępczości gospodarczej », *Kultura i Społeczeństwo*, 6-3, 1962, p. 73-77. Sur la sociologie du crime organisé durant l'ère post-staliniste, voir Jerzy KOCHANOWSKI, « Szara strefa Października. 'Notatka' o nielegalnych dochodach w Polsce 1956-1957 », *Przegląd Historyczny*, 95-1, 2004, p. 77-96 ; Maciej TYMIŃSKI, « Malwersacje w przedsiębiorstwach socjalistycznych w Polsce (1950-1970) », *Dzieje Najnowsze*, 34-4, 2002, p. 109-131, en particulier p. 97-113.

72 - Paulina BREN et Mary NEUBURGER (éd.), « Introduction », *Communism Unwrapped: Consumption in Cold War Eastern Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 3-19, en particulier p. 5.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Dans le contexte d'un mécontentement grandissant envers le régime de Władysław Gomułka, attisé par les « révisionnistes » de l'intelligentsia polonaise, la lutte contre le profit abusif visait à détourner les tensions politiques des disputes idéologiques sur le socialisme vers des questions quotidiennes touchant à l'éthique consumériste. Au milieu des années 1960, deux futurs dissidents, Jacek Kuroń et Karol Modzelewski, distribuèrent leur célèbre « Lettre ouverte au parti », accusant les membres de la nomenklatura communiste d'exploiter la classe ouvrière au profit d'un enrichissement personnel [73]. Pour Gomułka, cette critique intérieure qui dénonçait la trahison du consensus égalitariste représentait un plus grand danger politique que la grogne populaire contre une distribution injuste de la nourriture. Pour y parer, le premier secrétaire du parti s'appliqua à présenter les inégalités sociales nées d'une économie de pénurie comme une pathologie du secteur de la vente. Il entendait aussi dissocier le mécontentement populaire de la critique générale des élites dirigeantes du parti. Ainsi, Gomułka s'appropria la rhétorique anti-profit afin de préserver la légitimité de son pouvoir aux yeux du peuple. En 1965, profitant d'un prétendu « scandale de la viande » qui révéla, à l'échelle du pays, un réseau national de responsables de magasins impliqués dans la vente illégale de viande, Gomułka prit la décision politique de condamner le principal accusé à la peine de mort [74].

Les intermédiaires dans l'économie socialiste et la question du genre

Dans les années 1960, la question du genre entra de plus en plus en jeu dans l'éthique de consommation imposée par l'État. Cela ne signifie pas que le genre n'avait eu aucun rôle dans les précédents conflits. Mais lorsque la croisade politique contre le commerce indépendant fut occultée par les affrontements quotidiens entre consommateurs et personnel des magasins, les vendeuses malhonnêtes devinrent la cible principale des mesures contre les profiteurs, ainsi que les ennemis emblématiques de l'idéal de consommation égalitariste. Les femmes représentaient une majorité écrasante du personnel de vente, et c'était elles qui, statistiquement, commettaient le plus d'infractions aux dépens des consommateurs. Les nouveaux intermédiaires des années 1960 recrutaient alors surtout parmi les rangs des gérants et employés du secteur nationalisé de la vente, où les frontières entre profit privé et salaire officiel restaient floues [75].

À la fin des années 1960, la féminisation du petit personnel de vente était achevée. Dans le domaine alimentaire, en particulier, les vendeuses représentaient jusqu'à 90 % des employés du commerce (voire entre 94 et 95 % en Haute-Silésie) [76].

73 - Jacek KUROŃ et Karol MODZELEWSKI, *List otwarty do partii*, Paris, Instytut Literacki, 1966.
74 - D. JAROSZ et M. PASZTOR, *Afera mięsna*..., *op. cit.*, p. 77-98.
75 - J. KOCHANOWSKI, *Tylnymi drzwiami*..., *op. cit.*, p. 65.
76 - *Rocznik Statystyczny Handlu Wewnętrznego 1947-1967*, Varsovie, Główny Urząd Statystyczny, 1969, p. 187.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Ceci s'explique en grande partie par la réaction post-staliniste contre la parité des sexes dans le secteur ouvrier. L'uniformisation et la ségrégation du marché du travail selon les critères du genre avaient, à l'époque du Dégel, mis au chômage de nombreuses femmes qui avaient assuré des emplois traditionnellement masculins durant l'ère staliniste [77]. Par conséquent, beaucoup d'ouvrières de l'industrie, licenciées après la fin du plan sexennal (1949-1955), ainsi que les jeunes femmes qui entraient alors sur le marché du travail étaient désormais réorientées vers les services publics et le commerce. En quelques années, la sphère socialiste de la consommation et de la distribution devint le domaine d'un prolétariat féminin peu coûteux et peu qualifié [78]. En Pologne comme dans le reste du bloc soviétique, les vendeurs étaient alors soumis à une nouvelle vague de mesures criminalisant sévèrement les employés qui cachaient des produits sous le comptoir, volaient les marchandises ou l'argent de la caisse [79]. En procédant ainsi, les responsables de l'État-parti espéraient faire porter la responsabilité morale et financière des pénuries aux employés du commerce socialiste. Cette stratégie se révéla particulièrement efficace. En effet, une grande partie de la société estimait – accusations parfois fondées, il faut le reconnaître – que certaines vendeuses malhonnêtes se servaient de leur lieu de travail, subventionné par l'État, pour leur profit personnel.

Les disparitions d'argent liquide, ou *manko*, dans le commerce d'État témoignaient d'une manière spécifique et genrée de pourvoir soi-même à ses besoins [80]. Dans les années 1950 et 1960, voler de l'argent dans la caisse ou « emprunter » des produits devinrent donc monnaie courante au sein du personnel des magasins, en majorité féminin. Des enquêtes sociologiques réalisées à cette époque rapportent que certaines vendeuses de l'un des centres d'achat de Varsovie ramenaient des robes neuves à vendre pour les échanger entre amies [81]. Un autre exemple, provenant d'une petite ville en Pologne du Nord, décrit comment les employées d'une boutique avaient été accusées de causer des pertes d'argent : « La personne, d'après certains témoins, menait une vie difficile auprès de son mari, dont elle finançait l'addiction à la vodka [82]. » À travers tout le pays, on prétendait que les accusées vivaient dans le luxe, mangeant au restaurant, passant leurs vacances dans les meilleures stations ou voyageant à l'étranger. Dans la Pologne de Gomułka, où la société restait relativement pauvre et dépensait la moitié de ses revenus en denrées

77 - M. Fidelis, *Women, Communism, and Industrialization...*, *op. cit.*, p. 203-237.
78 - Małgorzata Mazurek, *Społeczeństwo kolejki. O doświadczeniach niedoboru 1945-1989*, Varsovie, Wydawnictwo Trio, 2010, p. 71-106.
79 - Tadeusz Cyprian, *Przestępstwa gospodarcze*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1960.
80 - Jacek Marecki, « Przestępczość gospodarcza: mechanizm i środki zaradcze », *Kultura i Społeczeństwo*, 6-3, 1962, p. 57-72, ici p. 61 ; M. Kalecki, « Próba wyjaśnienia... », art. cit.
81 - Andrzej K. Koźmiński, « Dom towarowy jako środowisko pracy zawodowej », *in* A. K. Koźmiński et A. Sarapata (éd.), *Socjologia handlu: Wybrane zagadnienia*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Ekonomiczne, 1972, p. 315-331, ici p. 321.
82 - Zygmunt Kossut, *Ekonomiczna i socjologiczna analiza mank w spółdzielczości zaopatrzenia i zbytu województwa gdańskiego*, Varsovie, Zakład Wydawnictw Crs, 1968, p. 74.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

de première nécessité, de tels rapports alimentaient la colère du peuple, qui était alors récupérée à des fins politiques. La plupart de ces affirmations, publiées dans la presse populaire, relayaient des commérages et des stéréotypes grossiers, et n'avaient qu'un intérêt documentaire limité. Toutefois, en soulignant l'individualisme et l'âpreté au gain des vendeuses peu honnêtes, de telles accusations confirmaient les vertus essentielles du régime de consommation égalitariste, aux yeux de l'État-parti comme des consommateurs.

À l'échelle du pays, les vendeuses étaient ostensiblement accusées d'entraver le bon fonctionnement des magasins d'État et d'empêcher un approvisionnement suffisant [83]. La stratégie fonctionnait : au milieu des années 1970, près de 95 % des employées du commerce étaient persuadées que leur profession n'était pas acceptée par la société [84]. D'après des enquêtes psychologiques, 60 % d'entre elles souffraient de névrose [85]. On attribuait principalement cette anxiété à une profonde insécurité et à la peur d'être accusée de comportements malhonnêtes. Ces troubles s'accompagnaient en outre d'un sentiment de honte et de culpabilité. Deux tiers des vendeuses de Varsovie qui participèrent à une autre étude avouèrent qu'« elles préféraient travailler loin de chez elles, car elles avaient honte de leur travail [86] ». L'une d'elle déclara : « J'ai honte de dire que je travaille dans le commerce. Dans un club de sport que je fréquente, mes amies ont cessé de me parler quand elles ont découvert que j'étais vendeuse. Elles m'ont dit que nous [les vendeuses] étions toutes des voleuses [87]. » Réciproquement, pour le consommateur moyen, la vendeuse malhonnête et peu amène incarnait l'expérience quotidienne des pénuries et l'angoisse qui en découlait. Des tensions de chaque côté du comptoir, attisées par le pouvoir arbitraire des vendeuses et les longues files d'attente, provoquaient un sentiment d'impuissance et d'humiliation [88]. Or aussi longtemps que ces disputes pour un accès juste et égalitaire à la consommation avaient lieu dans le microcosme des épiceries et des files d'attente, elles ne menaçaient pas l'autorité de l'État-parti. En rendant les vendeuses matériellement et symboliquement responsables des pénuries, on dépolitisait ainsi les conflits d'approvisionnement.

83 - Aleksy WAKAR (éd.), *Teoria handlu socjalistycznego*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1966.

84 - Lidia MIKUŁA, « Z badań nad psychiczną uciążliwością pracy w handlu », *Wewnętrzny*, 22-4, 1976, p. 67-73, ici p. 70 ; Jerzy ALTKORN, « Stosunek pracowników handlu do zawodu », *in* A. K. KOŹMIŃSKI et A. SARAPATA (éd.), *Socjologia handlu...*, *op. cit.*, p. 238-251, ici p. 245-246.

85 - Elżbieta PASZKIEWICZ, « Wpływ sytuacji zawodowej pracowników handlu na powstawanie i rozwój nerwic », *in* A. K. KOŹMIŃSKI et A. SARAPATA (éd.), *Socjologia handlu...*, *op. cit.*, p. 332-347.

86 - Stefan KWIATKOWSKI, « Sylwetki zawodowe sprzedawców », *in* A. K. KOŹMIŃSKI et A. SARAPATA (éd.), *Socjologia handlu...*, *op. cit.*, p. 218-237, ici p. 230. Voir aussi Błażej BRZOSTEK, *Za progiem. Codzienność w przestrzeni publicznej Warszawy lat 1955-1970*, Varsovie, Wydawnictwo Trio, 2007, p. 347.

87 - Urszula CIOSEK, « Warunki pracy kobiet w handlu w grupie wieku 25-44 lata (na przykładzie DT 'Wola') », mémoire de master, Varsovie, Warsaw School of Planning and Statistics, 1977, p. 46.

88 - M. MAZUREK, *Społeczeństwo kolejki...*, *op. cit.*, p. 217-223.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Les vendeuses n'avaient aucune chance réelle d'agir sur les dysfonctionnements du système de distribution, même si leurs initiatives individuelles pour pourvoir à leurs besoins rendaient plus problématique encore le domaine très trouble de la circulation illégale des denrées. Comme les autres citoyens, ces femmes n'avaient d'emprise que sur leurs propres ressources, ce qui, à long terme, leur attirait l'hostilité des consommateurs. Néanmoins, l'économie de pénurie donnait aux vendeuses un petit pouvoir sur les clients, qui les obligeait à faire des choix, et décider d'en profiter ou non. L'État-parti s'employait à diaboliser ces arbitrages quotidiens qu'il accusait de porter atteinte à l'éthique de consommation égalitariste. Malgré cela, bon nombre de vendeuses, et de clients qui leur étaient liés, faisaient primer le pragmatisme de l'entraide informelle sur l'idéal de l'État-providence socialiste. En revanche, beaucoup de consommateurs, qui se sentaient exclus de ces échanges profitables, condamnaient l'immoralité de ces pratiques d'entraide informelle et continuaient à rechercher des solutions ailleurs, dans les promesses de l'État-providence socialiste.

La revendication d'une consommation garantie par l'État

L'État-providence socialiste représentait encore le meilleur remède contre cette fracture sociale, politiquement subversive, qu'entraînait la persistance des pénuries et d'une économie parallèle. En février 1971, des grèves de masse parmi les ouvrières textiles de Łódź démontrèrent pourtant que l'égalitarisme des politiques sociales était une question de théorie plus que de pratique. Le mécontentement était particulièrement fort parmi les consommateurs défavorisés des villes, qui n'avaient ni accès à l'entraide informelle, ni relations dans les campagnes, où les denrées élémentaires étaient facilement accessibles [89]. Pour les ouvrières textiles de Łódź, qui vivaient souvent à la limite du seuil de subsistance (40 à 50 % d'entre elles recevaient des allocations destinées aux employés à faible revenu), pourvoir soi-même à ses besoins au marché noir était difficilement réalisable. De surcroît, l'industrie textile d'après-guerre était le secteur ouvrier de l'économie polonaise où le travail était le plus intense. Il fonctionnait sur la base des trois huit, laissant peu de temps aux travailleurs pour établir des réseaux ou pour perdre son temps à la chasse aux denrées rares.

La colère sociale des ouvrières de Łódź persista longtemps après la fin des campagnes de lutte contre les profiteurs, fondées sur l'ethnie et la classe, qu'avait menées le régime au sortir de la guerre. L'État-parti communiste avait négligé

89 - Fundacja Dokumentacji PRL, actes non classifiés, Sprawozdanie zespołu badającego problemy społeczno-ekonomiczne m. Łodzi. Raport dla członków Biura Politycznego i Komitetu Centralnego PZPR, 8.04.1971, manuscrit, p. 3-4. Sur les conditions de vie des ouvrières textiles dans les années 1960 et 1970 à Łódź, voir Stefania Dzięcielska-Machnikowska et Grzegorz Matuszak, *Czternaście łódzkich miesięcy: studia socjologiczne, sierpień 1980-wrzesień 1981*, Łódź, Wydawnictwo Łódzkie, 1984.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

d'organiser, sur le lieu de travail de ces femmes, les services sociaux qui les aideraient à mener leur vie quotidienne de mères, de consommatrices et d'ouvrières de l'industrie. Ce qui, dans le cadre de l'État-providence, aurait pu tenir lieu de service de consommation collective à l'usine était pour l'essentiel inexistant à Łódź sous le socialisme d'État. Tandis qu'en RDA, 40 % des employés prenaient leurs repas dans l'entreprise, pour 30 % en Tchécoslovaquie et en Hongrie, et 70 % en Union soviétique, dans les industries de Łódź, seuls 3 % des employés utilisaient les cantines d'usines [90]. Le modèle d'après-guerre de la consommation en Pologne restait le domaine des foyers individuels et reposait presque entièrement sur les ressources en temps et en argent de la cellule familiale, créant par là une séparation stricte entre le travail et la satisfaction des besoins de consommation.

En février 1971, les ouvrières de Łódź essayèrent de négocier une assistance d'État minimale, sous forme de consommation collective à l'usine, afin d'être moins vulnérables aux conséquences d'une économie parallèle orientée vers le profit et à la fatigue des files d'attente quotidiennes. Il devint pourtant clair, lorsque débuta la crise économique au milieu des années 1970, que l'État-providence socialiste était incapable de tenir ses promesses. L'instauration d'un rationnement en 1976 devait limiter les conflits de ravitaillement en garantissant un accès égal au sucre et autres denrées manquantes, mais sans succès [91]. Le ralentissement économique révéla les limites d'une éthique de consommation égalitariste et le repli vers l'économie parallèle redevint une nécessité, plus qu'un choix moral.

Mais ce ne fut qu'en 1980-1981, lors de la révolution du syndicat de masse Solidarność, que les tensions entre l'entraide informelle et le régime étatique de consommation éclatèrent en une lutte ouverte entre la population et l'État-parti. À nouveau, les protestations les plus virulentes et les plus spectaculaires vinrent des ouvrières textiles de Łódź. À la fin du mois de juin 1981, aidées par des unités locales de Solidarność, 50 000 femmes se rassemblèrent pour une marche contre le mauvais approvisionnement en nourriture et un système de rationnement injuste [92]. Ces femmes réclamaient les privilèges d'achat auxquels avaient accès certains groupes professionnels masculins, plus puissants, tels que les mineurs. Ce faisant, elles démasquaient l'hypocrisie de l'« égalitarisme » socialiste, dont les nombreuses campagnes contre le profit abusif n'adressaient que de vaines paroles aux exigences de justice sociale.

90 - Jerzy DIETL et Teresa JAWORSKA, *Kierunki rozwoju i usprawnienia gastronomii, w świetle doświadczeń w kraju i za granicą*, Łódź, Uniwersytet Łódzki, 1978, p. 54.

91 - Andrzej PACZKOWSKI, *The Spring Will Be Ours: Poland and the Poles from Occupation to Freedom*, trad. par J. Cane, University Park, Pennsylvania State University Press, [1995] 2003 ; Paweł SASANKA, *Czerwiec 1976: geneza-przebieg-konsekwencje*, Varsovie, Instytut Pamięci Narodowej, 2006.

92 - Zbigniew M. KOWALEWSKI, *Rendez-nous nos usines ! Solidarność dans le combat pour l'autogestion ouvrière*, trad. par J. Allio, Montreuil, PEC, 1985 ; Padraic KENNEY, « The Gender of Resistance in Communist Poland », *American Historical Review*, 104-2, 1999, p. 399-425 ; Klaus PUMBERGER, *Solidarität im Streik: politische Krise, sozialer Protest und Machtfrage in Polen 1980/1981*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1989.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Les grévistes avaient conscience que l'assistance sociale régulée par l'État, tout comme d'autres biens de l'économie de pénurie, faisait l'objet d'une distribution sélective, créant ainsi des îlots de relatifs privilèges autant que des privations sociales. L'assistance d'État était en grande partie rationnée par un contrôle et une surveillance paternalistes. D'autres mesures d'assistance avaient été obtenues en réponse à l'agitation ouvrière de la fin des années 1940, de 1956, 1970-1971 et 1980-1981. Dans le cas des ouvrières de Łódź, elles réclamaient un État-providence plus actif et équitable, et non pas une augmentation de l'approvisionnement individuel qui les obligerait à passer encore plus de temps chaque jour à chercher des provisions et à resquiller. Pour elles, l'absence d'assistance socialiste ou les échecs du régime officiel de consommation égalitariste n'avaient pas plus de justification morale qu'un système d'entraide informelle orienté vers le profit personnel.

Les politiques consuméristes de l'État-parti et l'ouverture à l'approvisionnement individuel

Les consommateurs polonais accusaient l'État-parti d'exacerber les inégalités sociales et de privatiser l'assistance collective. Au début des années 1980, ce type de discours n'était pas seulement tenu dans les cercles d'intellectuels dissidents, mais aussi dans tous les bastions urbains du mouvement Solidarność. Pourtant, derrière la ligne de front des batailles politiques entre Solidarność et l'État-parti, qui agitaient l'ensemble de la classe ouvrière de Łódź, un processus parallèle de privatisation de l'économie socialiste se mettait en place. Lentement mais sûrement, l'entraide informelle et les ressources familiales se réaffirmaient comme les normes légitimes d'une justice distributive. La crise économique du tournant des années 1970 et 1980 menaçait alors les fondements mêmes de la planification centralisée de l'économie. Dans la vie quotidienne des Polonais, l'éthique de la consommation, sous-tendue par le ressentiment à l'égard des profiteurs et une politique de prix justes, était en train de se vider de sa charge politique et symbolique, en même temps que la rhétorique ouvriériste perdait sa justification aux yeux des travailleurs ordinaires [93].

L'approvisionnement individuel l'emporta sur l'approvisionnement officiel et collectif en partie grâce à une politique délibérée du régime communiste. Edward Gierek, qui, en décembre 1970, avait remplacé Gomułka comme premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais (PZPR), s'efforça d'introduire des mesures économiques en faveur des consommateurs, en autorisant les citoyens polonais à acheter, à l'étranger, les denrées qui manquaient en Pologne. Au début des années 1970, la nouvelle direction du parti dépensa beaucoup d'argent (provenant surtout d'emprunts) dans l'importation, par des voies officielles, de nombreux biens de consommation que désirait la population. Toutefois, une grande partie des produits

93 - M. PITTAWAY, *Eastern Europe...*, *op. cit.*, p. 184.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

étrangers, à cette époque, était surtout rapportée par des individus qui les achetaient à titre privé lors de voyages, et les faisaient illégalement passer à la frontière. En 1972, Gierek signa des accords internationaux qui permettaient désormais aux consommateurs polonais de voyager sans visa dans les pays d'Europe centrale et orientale, en Allemagne de l'Est pour commencer, puis, en 1977, vers tous les autres pays du bloc soviétique. On donna ainsi à des millions de Polonais et à d'autres Européens du Centre-Est l'opportunité de pratiquer des activités économiques individuelles et semi-officielles à une échelle transnationale [94]. Sans le préméditer, les responsables permirent aux masses de faire une première expérience de profit légal depuis la « bataille du commerce » de 1947.

En seulement quelques mois, le tourisme transfrontalier devint un phénomène de masse et l'un des principaux moyens pour les individus de s'approvisionner. Pendant la seule première année où fut ouverte la libre circulation entre la Pologne et la RDA, ce furent neuf millions de Polonais qui se rendirent en Allemagne de l'Est [95]. La plupart d'entre eux ramenaient des biens de consommation introuvables sur le marché polonais, ou qu'ils achetaient à un prix assez bas pour les revendre avec un certain bénéfice. À la fin de l'année 1972, les autorités de RDA imposèrent les premières restrictions douanières aux touristes polonais. Ils craignaient de voir ces derniers épuiser les stocks des magasins allemands [96]. Les fonctionnaires de RDA, ainsi que la population locale, accusaient les Polonais de profiter ouvertement de leur système, car beaucoup d'entre eux achetaient des produits est-allemands largement subventionnés, donc peu coûteux, pour en tirer un profit en les revendant chez eux. Les autorités polonaises fermaient les yeux sur ces pratiques, tenant par là une position bien plus libérale à l'égard de l'approvisionnement individuel transfrontalier que leurs voisins est-allemands.

En Pologne, le régime communiste était en fait assez désireux d'accepter tacitement le tourisme économique transnational qui offrait une solution peu coûteuse à l'économie de pénurie. Les voyages transfrontaliers à travers le bloc constituaient une forme de commerce extérieur. Du point de vue de l'État-parti, cette

94 - Włodzimierz BORODZIEJ, Jerzy KOCHANOWSKI et Joachim von PUTTKAMMER (éd.), nº spécial « Hidden Paths Within Socialism », *Journal of Modern European History*, 8-2, 2010 ; Christian NOACK, « Von Wilden und anderen Touristen. Zur Geschichte des Massentourismus in der UdSSR », *Werkstatt Geschichte*, 36, 2004, p. 24-41 ; Anne E. GORSUCH et Diane KOENKER (éd.), *Turizm: The Russian and East European Tourist under Socialism and Capitalism*, Ithaca, Cornell University Press, 2006 ; Rainer GRIES, « Konfrontationen im 'Konsum'. Einkaufserfahrungen in der Mangelgesellschaft des real existierenden Sozialismus », *Historische Anthropologie*, 14-3, 2006, p. 370-390.

95 - Jonathan R. ZATLIN, « 'Polnische Wirtschaft, deutsche Ordnung?' Der Umgang mit Polen in der DDR unter Honecker », *in* C. MÜLLER et P. G. POUTRUS (éd.), *Ankunft-Alltag-Ausreise. Migration und interkulturelle Begegnungen in der DDR*, Cologne, Böhlau, 2005, p. 295-315.

96 - Bundesarchiv, DL 203/20-00-01, box 356, « Zollverwaltung der DDR. Zu Problemen des pass- und visafreien Reiseverkehrs zwischen der DDR und der VR Polen », v. nov. 1972, n. p. Voir également Jonathan R. ZATLIN, « Scarcity and Resentment: Economic Sources of Xenophobia in the GDR, 1971-1989 », *Central European History*, 40-4, 2007, p. 683-720.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

politique d'importation à bas prix était payante, car elle satisfaisait à la demande intérieure sans coûter en investissement et en accords d'échanges internationaux. Par exemple, les paysans polonais rapportaient de Berlin, Dresde et Leipzig de grandes quantités de faux, ainsi que d'autres équipements agricoles, car la production en avait été interrompue en Pologne [97]. Ainsi, dans les années 1970, beaucoup de régimes fondés sur un socialisme d'État, la Pologne et la Hongrie en tête, étaient prêts à reconnaître que l'approvisionnement individuel n'avait rien de criminel. Au contraire, avançaient-ils, l'économie secondaire, alimentée au quotidien par les consommateurs, offrait un complément fonctionnel à l'économie d'État. La Pologne et la Hongrie furent les premières à légaliser l'approvisionnement individuel au sein de l'État socialiste, afin de satisfaire à la demande intérieure et de sortir de la crise toujours plus profonde de la planification centralisée de l'économie [98].

Le succès du tourisme de consommation transfrontalier, dans les années 1970, fit prendre conscience aux citoyens-consommateurs que l'État-providence socialiste s'orientait vers la dérégulation. À l'échelle des pratiques quotidiennes, les consommateurs acceptaient les nouvelles règles du jeu. Mais au niveau politique, de nombreux Polonais réclamaient une assistance collective plus efficace et une justice sociale plus équitable. En 1980-1981, le mouvement Solidarność mena des actions en faveur de la liberté politique et de la souveraineté nationale, mais il se préoccupa tout autant du problème des inégalités sociales croissantes. Les travailleurs et l'intelligentsia élaborèrent ensemble de nouveaux projets pour un ordre plus égalitaire et démocratique. Dans le domaine de la consommation, Solidarność lança de nombreuses campagnes et actions sociales de base, invitant les consommateurs frustrés à exprimer leur mécontentement vis-à-vis du système d'approvisionnement. Ses activistes arbitrèrent certains conflits d'approvisionnement entre vendeurs et consommateurs en colère, qui se sentaient lésés dans l'accès aux denrées rares. Le mouvement organisa en outre ses propres réseaux de distribution alimentaire pour les consommateurs les plus pauvres de la classe ouvrière [99]. Ces efforts de l'opposition puisaient leur inspiration dans le discours de justice sociale de l'immédiat après-guerre. Mais c'était désormais l'État-parti qu'on accusait de profiter indûment à grande échelle et d'exploiter le travail du peuple, et non plus les individus. Trente-cinq ans après la guerre, la perspective avait changé.

97 - Andrzej NAŁĘCZ-JAWECKI, « Korespondencja z Lipska. Co tam drobiazgi! », *Rynek i Usługi*, 16-3, p. 7.

98 - Elemér HANKISS, « The 'Second Society': Is There an Alternative Social Model Emerging in Contemporary Hungary? », *Social Research*, 55-1, 1988, p. 13-42 ; Steven L. SAMPSON, « The Second Economy of the Soviet Union and Eastern Europe », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 493-1, 1987, p. 120-136 ; Katherine VERDERY, *What Was Socialism, and What Comes Next?*, Princeton, Princeton University Press, 1996 ; Janos KENEDI, *Do It Yourself: Hungary's Hidden Economy*, Londres, Pluto Press, 1981.

99 - M. MAZUREK, *Społeczeństwo kolejki...*, *op. cit.*, p. 143-216.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Solidarność, qui formait en fait le plus large mouvement de consommateurs dans la Pologne d'après-guerre, souhaitait que les ressources socio-économiques fussent distribuées de façon plus équitable [100]. Or, si l'on songeait au déclin de l'État-providence socialiste, pouvait-on, en pratique, faire appliquer les droits des consommateurs ? La réponse semble complexe. Il ne fait aucun doute que les ouvrières de Łódź parvinrent à exposer les faiblesses de l'assistance sociale « réelle ». Solidarność représenta également une force extraordinaire de mécontentement populaire. Pourtant, l'ampleur des pratiques individualistes qu'engendrait l'économie de pénurie compliquait la donne. En 1980-1981, les conflits d'approvisionnement journaliers étaient loin de s'apaiser. Au quotidien, la cohésion sociale au sein de la classe ouvrière ne fonctionnait pas [101]. En novembre 1981, par exemple, les vendeuses syndiquées au sein de Solidarność manifestèrent contre les accusations qui les rendaient responsables des pénuries. Elles ne reçurent pas le soutien populaire, quand bien même leurs collègues syndicaux tentaient de convaincre les consommateurs polonais qu'« un comptoir de magasin ne devrait pas diviser la société [102] ». Ainsi donc, si les consommateurs s'alliaient pour exprimer leur colère contre l'État-parti, la solidarité n'entrait pas en ligne de compte dans les conflits quotidiens d'une économie du manque.

Les pratiques des consommateurs, durant la phase tardive du socialisme, prouvaient que l'entraide informelle l'emportait finalement sur les conceptions étatiques et collectivistes de l'aide sociale. Quand les communistes écrasèrent l'opposition politique en décembre 1981, les revendications de Solidarność retournèrent à la clandestinité. Le programme officiel de l'État-providence socialiste s'écroula, pour sa part, lorsque la crise économique rendit l'économie planifiée complètement insolvable en Pologne. Les jusqu'au-boutistes du communisme tentèrent de mobiliser à nouveau les anciennes méthodes de régulation des conflits. La campagne de presse contre les abus de profit, accompagnée d'une résurgence des slogans antisémites, perdura jusqu'à la fin des années 1980. Cette fois-ci, en revanche, les mesures contre les profiteurs n'avaient plus aucune signification politique ni d'impact concret sur la vie quotidienne. Le double jeu qu'avaient pratiqué les communistes en tolérant et combattant à la fois l'économie parallèle, afin de gérer les difficultés politico-économiques de leur propre programme idéologique, était devenu un secret de polichinelle.

100 - Małgorzata MAZUREK et Matthew HILTON, « Consumerism, Solidarity and Communism: Consumer Protection and the Consumer Movement in Poland », *Journal of Contemporary History*, 42-2, 2007, p. 315-343.
101 - Elżbieta TARKOWSKA, « Mała grupa w nieprzyjaznym społeczeństwie », *Studia Socjologiczne*, 111-4, 1988, p. 229-236, en particulier p. 232-233.
102 - « Komunikat z 19 listopada 1981 », *Sprzężenie. Biuletyn Komisji Zakładowej NSZZ 'Solidarność' Stołecznego Przedsiębiorstwa Handlu Wewnętrznego i Usług*, 2, 21 nov. 1981 ; Tadeusz M. KOZŁOWSKI, « Strach, gorycz i gniew. Po gotowości strajkowej w SPHW », *Gazeta Handlowa*, 16 déc. 1981, p. 1.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press

Alors que le régime communiste approchait de sa fin, l'existence de la majorité des Polonais se structurait autour des ressources familiales de foyers individuels. Les attitudes du peuple laissaient paraître qu'il continuait de croire au projet d'une justice sociale équitable et qu'il souhaitait que l'État concrétisât de telles aspirations. Simultanément pourtant, les pratiques individuelles pour pourvoir à ses besoins suggéraient une image fort différente des consommateurs polonais. La « crise polonaise », cette période de ralentissement économique au tournant des années 1970 et 1980, révéla la faillite du régime de planification centralisée et des mesures sociales descendantes. En même temps, la fragmentation de l'État-providence socialiste ressuscita d'autres formes d'approvisionnement, organisées par et pour la famille. Ce que Janine Wedel a appelé « la société familiale » correspondait à une société de consommation au sein de laquelle les membres d'une famille formaient une unité socio-économique structurée autour d'arrangements privés, dans une économie semi-officielle [103]. Dans son ouvrage d'anthropologie, elle compare la « société familiale » du milieu des années 1980 aux modèles polonais de consommation pendant et juste après la guerre.

À première vue, la « société familiale » des années 1980 centrée sur l'entraide informelle différait peu de la société polonaise de la reconstruction. Chacun de ces régimes prônait l'égalitarisme dans son message politique. Toutefois, les attitudes de l'après-guerre et du socialisme tardif se différenciaient principalement dans leur justification de l'entraide informelle. Dans le premier cas, on y voyait la conséquence de l'anomie de la guerre et de la violence économique et physique. Dans le second, il s'était développé au sein d'un État-providence fragmenté et dérégulé. Ces phénomènes s'étaient produits en dépit des efforts de l'État-parti pour rejeter sur une ethnie ou un genre le coût de la reconstruction d'après-guerre d'abord, puis les failles de l'économie planifiée. Ironiquement, après la chute du communisme, un nouveau consensus émergea entre l'ancienne nomenklatura de l'État-parti et leurs opposants politiques. Des deux côtés, on fit du fait de pourvoir soi-même à ses besoins la base d'un nouvel ordre économique et l'on adopta son langage. Les termes populaires des années 1980, tels que l'« initiative » ou la « créativité », remplacèrent la vieille notion de « profit abusif ». Ce glissement sémantique et politique peut expliquer pourquoi l'approvisionnement individuel du consommateur est resté une pratique sociale et un discours, chargés d'un sens particulier dans la période post-1989, et pourquoi il a rendu légitime un nouveau régime de consommation en justifiant plutôt qu'en rejetant les inégalités sociales.

Małgorzata Mazurek
Columbia University

Traduction d'Aurore Clavier

103 - Janine R. WEDEL, *The Private Poland: An Anthropologist Look at Everyday Life*, New York, Facts on File, 1986, p. 37.

https://doi.org/10.1017/S0395264900012452 Published online by Cambridge University Press